Certains défis du développement économique

L'adoption par le 6e Congrès du Parti communiste cubain (PCC), en avril 2011, des Orientations de la politique économique et sociale du Parti et de la Révolution, marqua le début d'un processus de mise à jour économique qui allait s'accompagner de profondes transformations

Katheryn Felipe 17 mars 2017 14:03:11

La cafétéria La Arboleda, une des modalités de travail indépendant,. dans le quartier d'Alamar. Un climat qui ne discrimine ni ne stigmatise le travail non étatique commence à s'instaurer à Cuba. **Photo:** Jose M. Correa

L'ADOPTION par le 6e Congrès du Parti communiste cubain (PCC), en avril 2011, des Orientations de la politique économique et sociale du Parti et de la Révolution, marqua le début d'un processus de mise à jour économique qui allait s'accompagner de profondes transformations cinq années plus tard.

Si nous dressons un bilan avant d'entrer dans le vif du sujet, il apparaît clairement dans ces Orientations que, en dépit des obstacles et des

contradictions rencontrées dans leur mise en œuvre, le système économique dominant demeurerait basé sur la propriété socialiste de tout le peuple sur les moyens fondamentaux de production, régi par le principale de distribution socialiste : *« de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail »*.

Étant donné que seul le socialisme est capable de vaincre les difficultés et préserver les idéaux révolutionnaires d'égalité et de justice, l'économie nationale continuerait d'être régie par la planification qui, dans le même temps, resterait attentive aux tendances du marché et accorderait davantage d'autonomie aux entreprises étatiques et aux nouvelles formes de gestion.

Selon José Luis Rodriguez, qui fut ministre de l'Économie de 1995 à 2009, il s'agit de maintenir la propriété étatique sur les moyens de production, jugés déterminants pour le développement du pays, fixer des limites à l'évolution de la propriété non étatique, en réduisant sa capacité d'accumulation et en assurant la prestation de services sociaux de base, de manière universelle et gratuite.

En plus de préserver le rôle prépondérant de l'entreprise d'État socialiste, la mise à jour, comme chacun sait, reconnaît et encourage les *« modalités de l'investissement étranger, les coopératives, les petits agriculteurs, les usufruitiers, les fermiers, les travailleurs indépendants et autres formes »*.

Selon Rodriguez, qui est conseiller au Centre de recherches de l'économie mondiale, ouvrir des espaces à la petite propriété privée (auto-emploi ou travail à son compte), à la coopérative agricole et non agricole et aux entreprises mixtes à capital étranger est une manière de leur assurer une participation au progrès du pays, *« sans que ces modalités soient appelées à jouer un rôle prédominant, si elles sont bien encadrées, autrement dit, sans qu'elles deviennent prépondérantes »*.

Pour sa part, la psychologue Maria del Carmen Zabala, spécialiste de sujets liés à l'égalité sociale et conseillère du Programme Cuba de la Faculté latino-américaine des sciences sociales, les Orientations ont une vocation d'équité et supposent la mise en œuvre de mesures visant à créer d'importantes sources alternatives d'emploi et d'obtention de revenus au bénéfice des familles.

C'est pourquoi ce document stratégique précise clairement que *« dans les formes de gestion non étatiques, la concentration de la propriété ne sera pas autorisée »* et le système fiscal prévoit un relèvement des taux pour les revenus les plus élevés, afin d' *« atténuer les inégalités entre les citoyens »*.

Comme l'a souligné le président Raul Castro lors du 7e Congrès du Parti, en avril 2016 à La Havane, *« les formules néolibérales qui prônent la privatisation accélérée du patrimoine d'État et des services sociaux, comme l'éducation, la santé et la sécurité sociale, ne seront jamais appliquées sous le socialisme cubain »*.

Raul, qui est également le Premier secrétaire du Comité central du Parti, avait ajouté : *« Une Révolution des humbles, par les humbles et pour les humbles, comme l'a définie le camarade Fidel, avec une œuvre sociale indéniable construite, ne trouvera jamais une solution à ses problèmes dans le dos du peuple, ni avec la restauration du capitalisme, qui impliquerait l'application de thérapies de choc aux couches de la population les moins favorisées et détruirait l'unité et la confiance de la majorité de nos citoyens envers la Révolution et le Parti. À Cuba, je tiens à le répéter encore une fois, personne ne sera abandonné à son sort »*.

MOYENNES, PETITES ET MICRO-ENTREPRISES

Un quinquennat après l'entrée en vigueur des mécanismes de mise à jour, le secteur non étatique a connu un bond exponentiel. L'emploi étatique, qui était de 81,2% en 2010, est passé à 70,8% en 2015. Et les travailleurs à leur compte, qui étaient au nombre de 157 371 en septembre 2010, avaient dépassé le million et demi à la fin de 2016.

Même si *« l'augmentation du travail indépendant et l'autorisation d'engager de la main-d'œuvre a entraîné, dans la pratique, l'existence de moyennes, petites et micro-entreprises privées, qui aujourd'hui fonctionnent sans la personnalité juridique requise et qui sont régies devant la loi par un cadre réglementaire conçu pour les personnes physiques qui se consacrent à des petites affaires réalisées par le travailleur et sa famille »*, comme la signalé Raul Castro, un climat qui ne discrimine ni ne stigmatise le travail non étatique commence à s'instaurer.

Il va sans dire que dans la Cuba socialiste et souveraine, la propriété du peuple sur les moyens fondamentaux de production constitue la base du pouvoir réel des travailleurs qui contribue au succès des formes non étatiques de gestion, sur la base de la stricte observance de la législation en vigueur et dans des limites bien définies, comme l'a rappelé récemment le président du Conseil d'État et du Conseil des ministres.

À cet égard, le président cubain a tenu à préciser que *« nous ne sommes pas dupes. Nous n'ignorons pas les aspirations des puissantes forces extérieures qui font le pari de ce qu'ils appellent l'"autonomisation" des formes non étatiques de gestion, aux fins de générer des agents de changement dans l'espoir d'en finir avec la Révolution à Cuba par d'autres voies »*.

Par ailleurs, Raul Castro a souligné que *« les coopératives, le travail à son compte, et la moyenne et la petite entreprise privée ne sont pas essentiellement anti-socialistes ni contre-révolutionnaires », et que la plupart des personnes évoluant dans ces formes de gestion sont des patriotes*.

Avec le développement économique, la préservation de la paix et la fermeté idéologiques comme principales missions du PCC, le fonctionnement des coopératives de production non agricole, notamment dans le commerce, la gastronomie, les services techniques, la petite industrie et la construction en sont encore à une phase expérimentale.

Auparavant, le commandant en chef Fidel Castro avait affirmé que *« si on travaille avec ferveur et dignité, on peut produire les biens matériels et culturels dont les hommes ont besoin, et nous devons lutter sans trêve pour les obtenir »*. Tel est précisément l'objectif du pays, sans permettre que les décisions dans l'économie n'affectent l'unité du peuple.

UN PROCESSUS ORDONNÉ ET GRADUEL

Il convient de regarder de plus près les ´principes qui régissent le processus graduel et ordonné de la séparation des fonctions étatiques et des entreprises, et qui a rencontré comme principal obstacle le lest d'une mentalité obsolète. Le président cubain avait souligné qu'il fallait donner

davantage d'explications au peuple et faire preuve de plus de discipline et de rigueur dans le suivi des changements. *« Il faut avoir les pieds sur terre et les oreilles bien ouvertes pour surmonter les obstacles et rectifier rapidement les erreurs qui seront commises dans son application »,* avait-il souligné.

Le fait d'accorder davantage d'autonomie aux entreprises, de restructurer l'emploi et les salaires pour supprimer les excédents de personnel dans toutes les sphères de l'économie et garantir que le travail soit la principale forme d'obtention de revenus de la population permettra de décharger l'État de la gestion des petites entreprises.

Par ailleurs, des progrès ont été réalisés dans la création de marchés d'approvisionnement qui vendent leurs produits à des prix de gros et proposent des services de location de matériel et d'équipements, sans subventions, au système des entreprises, aux entreprises subventionnées et aux formes de gestion non étatique.

Les Orientations comportent même la possibilité d'assouplir l'objet social des entreprises afin qu'elles puissent développer au maximum leurs potentialités, et la nécessité de faire en sorte que les entités fassent usage de leurs capitaux et de leurs investissements dans les limites prévues. Un autre facteur de progrès important est la *« rétribution en fonction des résultats »*.

La conceptualisation du modèle économique, proposée lors du 7e Congrès du PCC, stipule que *« la consolidation et le développement durable du socialisme passe par la préservation des valeurs et l'augmentation de la productivité du travail, de sorte à faire croître la richesse en vue de sa juste distribution et ainsi améliorer le niveau et la qualité de vie, et assurer la réalisation des aspirations collectives et individuelles des personnes »*.

De même, le Plan national de développement économique et social à l'horizon 2030 définit plusieurs axes stratégiques considérés comme des piliers et des forces motrices du développement cubain. À savoir : un gouvernement efficace et socialiste, l'intégration sociale, la transformation productive et l'insertion internationale, le développement des infrastructures, le potentiel humain, la science, la technologie, l'innovation, les ressources naturelles et l'environnement, l'équité et la justice.

Il ne faut pas oublier que tous ces changements interviennent dans une réalité caractérisée par la lente croissance démographique de la population, de faibles taux de fécondité et de mortalité, un solde migratoire négatif et un processus d'urbanisation et de vieillissement soutenu qui imposent de grands défis sociaux et économiques au pays, sur lesquels *Granma international* reviendra dans de prochaines éditions.